

# Hong Kong : huit militants arrêtés en vertu de la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin

dimanche 13 décembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 8 décembre 2020).

Huit militants pro-démocratie hongkongais, parmi lesquels trois anciens députés, ont été arrêtés mardi 8 lors d'une nouvelle vague d'interpellations en vertu de la loi draconienne sur la sécurité nationale.

Parmi les dissidents arrêtés figurent Leung Kwok-hung, connu sous le nom de « Longhair » (cheveux longs), l'ancien chef du parti pro-démocratie Wu Chi-wai, l'ex-parlementaire Eddie Chu et Figo Chan qui organise chaque année un rassemblement à l'occasion de l'anniversaire de la rétrocession du territoire à la Chine en 1997.

La police a indiqué qu'ils sont suspectés d'avoir incité, organisé et pris part à un « rassemblement non autorisé » le 1<sup>er</sup> juillet, des faits passibles d'un maximum de cinq ans de prison.

Ces interpellations interviennent quelques heures après l'annonce par Washington de nouvelles sanctions contre 14 hauts responsables du parlement chinois pour leur rôle dans l'adoption de cette loi sur la sécurité nationale qui a « sapé l'autonomie de Hong Kong ».

Ce texte avait été imposé par Pékin le 30 juin en réponse à plusieurs mois de mobilisation pro-démocratie en 2019. Il donne notamment aux autorités le pouvoir de réprimer la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec des forces extérieures.

Le lendemain de son entrée en vigueur, des milliers de personnes avaient manifesté dans les rues de la ville, ce qui avait conduit à l'arrestation de plus de 370 personnes, notamment pour avoir arboré des banderoles et des drapeaux sur lesquels figuraient des slogans pro-démocratie.

Le gouvernement hongkongais soutient que cette loi n'a pas porté atteinte au droit à la liberté d'expression et de réunion garantis en vertu de la Loi fondamentale — la mini-constitution hongkongaise en vigueur depuis la rétrocession en 1997.

Mais pour nombre d'opposants, elle a sonné le glas de ce droit, certaines opinions et activités étant devenues illégales du jour au lendemain.

Lundi 30, la police a arrêté trois personnes pour avoir scandé, en novembre, des slogans interdits sur un campus universitaire, les accusant de rassemblement illégal et d'« incitation à la sécession ».

La semaine dernière, Joshua Wong, l'une des figures les plus connues de la contestation à Hong Kong, et deux autres célèbres militants ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour avoir manifesté devant le quartier général de la police hongkongaise.